

Sénégal: Annonce de la candidature de Macky Sall en 2024 attendue aujourd'hui

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 03 JUILLET 2023

1375

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Choguel Maiga

Marginalisé, désavoué et humilié!



Mali : La MINUSMA suit les traces de Barkhane !



CAN U23 Maroc : Les Aiglons qualifiés pour les demi-finales



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

25 Juin
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

10

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

663 178 Vaccinations incomplètes

3 877 865 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 151

Guéris

32 332

Décès

743

dont 00 fait l'objet
d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.15



P.20



P.25



UNE	Choguel Maiga : Marginalisé, désavoué et humilié !	P.5
BREVES	PM Choguel : La reconduction discutable	
	Mali : L'australien Leo lithium produit le premier minéral de lithium à Goulamina	P.15
	Retrait de la Minusma : Le sort de l'accord au cœur des discussions entre Alger et Bamako	P.16
	UA : Le Sénégal prend la présidence du conseil de paix et de sécurité	P.16
	Burkina : Les partisans de la transition demandent une relecture de la constitution	P.17
ACTUALITES	Mali : Les hélicoptères de la paix ne sont plus les bienvenus ²⁰	P.20
	La France, porte-plume du Mali au conseil de sécurité : Fin du mandat de la Minusma adoptée	P.21
POLITIQUE	Mali : La MINUSMA suit les traces de Barkhane !	P.23
	Processus de refondation au Mali : Faut-il sacrifier le fond pour la forme ?	P.25
CULTURE ET SOCIETE	Le web : Un outil incontournable dans la recherche d'emploi au Mali	P.26
INTERNATIONAL	Sénégal : Annonce de la candidature de Macky Sall en 2024 attendue aujourd'hui	P.27
	Côte d'Ivoire : Laurent et Simone Gbagbo, la fin d'un couple politique !	P.28
SPORT	CAN U23 Maroc : Les Aiglons qualifiés pour les demi-finales	P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

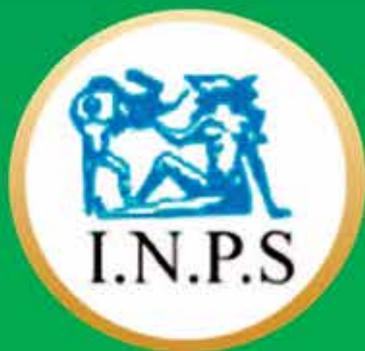
• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



INPS Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités



Choguel Maïga

Marginalisé, désavoué et humilié !

En acceptant de cautionner le remaniement qui a vu le départ de tous les ministres issus du M5-RFP à l'exception notable de Ibrahim Ikassa Maïga de la Refondation, Choguel Kokalla Maïga se « sauve sans le M5-RFP qu'il abandonne en plein vol ».

Choguel Kokalla Maïga, Premier ministre jadis adulé, aujourd'hui piétiné, va-t-il « boire le calice jusqu'à la lie ? ». En d'autres termes va-t-il continuer à souffrir une lancinante douleur faite de marginalisation et d'humiliation juste pour continuer à bénéficier des fonds spéciaux liés à sa fonction ? Parce que nous avons été de ceux qui l'ont applaudi que nous sommes en droit de lui dire que s'il ne prend garde, il finira

non pas comme un mégot vidé à la Mahmoud Dicko mais pire, comme un mégot mouillé et écrasé avec le talon du soulier.

Hier, quand IBK (Paix à son âme !) s'est débiné dans l'affaire Ras Bath, son ministre de la justice de l'époque qu'il avait lâché a eu cette formule qui est restée gravée dans les annales politiques du Mali « **IBK s'est sauvé sans la République** ».

En analysant objectivement le remaniement ministériel intervenu avant-hier 1er juillet, ne peut-on dire que « **Choguel s'est sauvé sans le M5-RFP** ». Que dire d'autre si l'on sait que le remaniement se résume purement et simplement au départ des seuls ministres issus directement ou indirectement du M5-RFP et de deux autres ministres des mouvements armés.

Passons rapidement sur le cas de **Mahmoud OULD MOHAMED** ex-ministre de l'Industrie et du Commerce du Haut Conseil Unifié de l'Azawad (HCUA) colonne vertébrale du Cadre stratégique Permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement (CSP-PSD) qui a refusé la tenue du référendum constitutionnel dans les zones qu'il contrôle et qui ne devait pas attendre d'être remercié et de Me Harouna Mamadou Toureh dont le limogeage, malgré sa rupture avec sa base rebelle, n'a pas encore livré tous ses secrets.



Les autres ministres en fin de mission sont Madame **Sidibé Dedeou Ousmane** (Éducation nationale) Madame **DIAWARA Aoua Paule DIALLO** (Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social), **Bakary DOUMBIA** (Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle), **Bréhima KAMENA** (Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population), **Modibo KONE** (Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable), Oumarou DIARRA (Action humanitaire, de la Solidarité, des Réfugiés et des Déplacés) tous membres du Comité stratégique du M5-RFP proposés par cet

organe par le biais du Premier ministre Choguel Maïga lui-même désigné par le même mouvement.

Les couleuvres à avaler n'étaient pour ainsi dire pas finies car deux autres ministres désignés par Choguel Maïga, à l'insu du Comité stratégique nous dit un ex-cacique du mouvement aujourd'hui membre de sa branche dissidente le M5-Mali Kura, n'ont pas échappé au couperet. Il s'agit de Modibo KEITA (Développement rural) et de Madame Diéminatou SANGARE (Santé et du Développement social).

Qu'annonce donc ce remaniement ? Plusieurs grilles de lectures peuvent se présenter. La première piste pourrait être un Choguel Maïga mis devant le fait accompli, sommé de signer le décret portant remaniement de son propre gouvernement ou de vider le plancher. Il aurait avoir choisi de se sauver sans ceux qui l'ont fait roi. C'est le Choguel marginalisé et affaibli.

La deuxième hypothèse serait Choguel au cœur d'un vaste complot de marginalisation du M5-RFP. Avec toujours en prime sa survie à la Primature. Difficile à croire malgré tout.

Dans les deux cas « le mal ne serait-il pas infini pour lui ? ». Car ? humiliation suprême le Roi est désormais nu, sans troupe.

En effet et en toute hypothèse, voici Choguel Kokalla Maïga, sans aplomb, qui « abandonne le M5-RFP en plein vol ».

Comment se fera le reste de la Transition ? Voilà la vraie question que pose ce remaniement post-référendum ?

Lire le DÉCRET N° 2023-PT-RM DU 01 JUILLET 2023 RELATIF A LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

■ **Moctar Sow**



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DECRET N°2023-0363/PT-RM DU 01 JUILLET 2023
RELATIF A LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution,

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre,

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement,

Sur proposition du Premier ministre,

DECRETE :

Article 1^{er} : Les dispositions du Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement, sont abrogées en ce qui concernent :

1. Madame **SIDIBE Dedeou OUSMANE**, Ministre de l'Education nationale ;
2. Monsieur **Amadou KEITA**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ;
3. Madame **Diéminatou SANGARE**, Ministre de la Santé et du Développement ;

4. Madame **DIWARA Aoua Paule DIALLO**, Ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social ;
5. Monsieur **Mossa AG ATTAHER**, Ministre de la Jeunesse et des sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne ;
6. Monsieur **Alhamdou AG ILYENE**, Ministre des Maliens établis à l'Exterieur et de l'Intégration africaine ;
7. Monsieur **Modibo KEITA**, Ministre du Développement rural ;
8. Monsieur **Bakary DOUMBIA**, Ministre de l'Entreprenariat national, de l'emploi et de la Formation professionnelle ;
9. Madame **WADIDIE Founè COULIBALY**, Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
10. Monsieur **Mahmoud OULD MOHAMED**, Ministre de l'Industrie et du Commerce ;
11. Monsieur **Bréhima KAMENA**, Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
12. Monsieur **Modibo KONE**, Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable ;
13. Monsieur **Harouna Mamadou TOUREH**, Ministre de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration ;
14. Monsieur **Oumarou DIARRA**, Ministre délégué auprès du ministre de la Santé et du Développement social, Chargé de l'action humanitaire, de la Solidarité, des Réfugiés et des Déplacés ;
15. Monsieur **Youba BA**, Ministre délégué auprès du ministre du Développement rural, chargé de l'Elevage et de la Pêche ;

Article 2 : Sont nommés membres du Gouvernement, en qualité de :

1. Ministre de l'Education nationale :
Monsieur **Amadou SY SAVANE**
2. Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique :
Monsieur **Bouréma KANSAYE**
3. Ministre des Mines :
Monsieur **Amadou KEITA**
4. Ministre de la Santé et du Développement social :
Colonel Assa Badiallo TOURE
5. Ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social :
Monsieur **Fassoun COULIBALY**
6. Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne :
Monsieur **Abdoul Kassim Ibrahim FOMBA**
7. Ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine :
Monsieur **Mossa AG ATTAHER**
8. Ministre de l'Agriculture :
Monsieur **Lassine DEMBELE**
9. Ministre de l'Energie et de l'Eau :
Madame **Bintou CAMARA**

Bamako, le 01 JUILLET 2023

**SIGNE Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,**

Colonel Assimi GOITA

SIGNE Le Premier ministre,

Choguel Kokalla MAIGA

■ Issa Kaba



Madame vous étiez discrète et travailleuse malgré l'âge mais avez pris un chargé de mission qui a joué contre vous, des gens vous ont combattu à cause du comportement de votre chargé de mission qui passait son temps à insulté les gens sur les réseaux sociaux. Il a même changé son nom pour pouvoir mieux insulter en ton nom.

Il croyait que la vie allait s'arrêter au département. Les gens qu'il insultait até bé don wo .



Une des rares fois le secret a été gardé par ceux qui le savaient

■ Malikunafoni Officiel



Selon des témoins locaux ma compagnie Diarra Transport fait une autre victime. L'accident a été produit, ce jour dimanche, 02 juillet 2023 à Mpessoba, aux environs de 12H lorsque. C'est le chef de village de Denguela, qui s'est fait renversé par le car numéro 117 de la compagnie Diarra Transport. La source explique, le bus en question roulait malheureusement en vitesse au moment du sinistre. La victime, qui a été transporté d'urgence à Koutiala par l'ambulance, n'aurait pas survécu à l'accident. Source : habitant de Mpessoba



■ Imam Oumarou Diarra



Chers collaborateurs et partenaires,
Mesdames et messieurs,

Nous tenons à vous adresser ce message pour exprimer notre profonde gratitude pour votre soutien inébranlable tout au long de notre mission en qualité du Ministre délégué en charge de l'Action Humanitaire, des Réfugiés et des Déplacés.

Nous avons travaillé main dans la main pour répondre aux besoins urgents des populations touchées par les crises humanitaires, en apportant une assistance vitale et en assurant la protection des personnes les plus vulnérables.

Votre dévouement et votre engagement ont été essentiels pour atteindre nos objectifs communs.

Au cours de notre passage à ce département, nous avons été témoins de nombreux défis et de situations complexes.

Cependant, grâce à votre expertise, votre professionnalisme et votre détermination, nous avons surmonté ces obstacles et réalisé des progrès significatifs dans la lutte contre la souffrance humaine.

Nous avons travaillé ensemble pour faire en sorte que chaque individu puisse retrouver dignité, sécurité et espoir dans des circonstances souvent désespérées.

Nous quittons ce département avec de nombreux souvenirs précieux.

Les moments de collaboration, de solidarité et de compassion resteront gravés dans nos esprits.

Nous tenons également à exprimer notre gratitude envers les hautes autorités, singulièrement, au Colonel Assimi GOITA , Président de la Transition, Chef de l'Etat et le Premier Ministre, Choguel Kokalla Maiga pour nous avoir confié cette mission cruciale.

Leur confiance en notre travail nous a motivés à donner le meilleur de nous-mêmes chaque jour.

En quittant cette fonction, j'ai la certitude que vous continuerez à poursuivre cette noble cause avec la même détermination et le même dévouement.

Les défis humanitaires persistent, et il est essentiel de maintenir notre engagement envers ceux qui ont besoin de notre aide.

En conclusion, nous tenons à vous remercier sincèrement pour votre soutien indéfectible et votre partenariat précieux.

Notre collaboration a eu un impact significatif sur la vie de nombreuses personnes, et nous sommes fiers des réalisations que nous avons accomplies ensemble.

Qu'Allah bénisse le Mali!

Meilleures salutations!

Imam Oumarou Diarra



■ Djimé Kanté



Je prends la parole pour 15 secondes

Vous le savez déjà ça fait longtemps que je ne mets plus ma sale bouche dans beaucoup de choses exceptée ma lutte syndicale. Acceptez donc que je salue le réaménagement ministériel intervenu hier dans mon pays le Mali.

La première analyse est qu'on sent enfin que les autorités de la transition reprennent la main. Ça ressemblait à du folklore l'action gouvernementale pour ce qui concerne certains départements. Des personnes incapables occupaient de hautes fonctions de l'État. Je ne suis pas de ceux qui tirent sur une ambulance mais reconnaissons le, ça ne bougeait plus à certains niveaux, ça n'a jamais bougé à ces niveaux.

Des Ministres ont passé tout leur temps à attirer les lampadaires sur eux à travers les réseaux sociaux et de journalistes qui savaient en âme et conscience que ça ne bougeait pas. Je ne vais pas en citer beaucoup mais souffrez que je donne un «petit coup» à ma fille Diéminatou Sangaré qui, de mon point

de vue était le plus nul de tous. Elle est ce qui est arrivé de pire à la santé ces 20 dernières années.

À travers la nomination du Colonel Assa Badiallo Touré, on sent que Assimi veut dire «La santé avant tout» car il nomme une personne en qui il semble avoir une confiance aveugle pour l'avoir confié la réalisation à coups de milliards de ses projets sociaux (forages, écoles, routes, électrification j'en passe).

La nouvelle Ministre de la Santé est en terrain connu. Elle a, dans un passé récent laissé ses traces dans plusieurs structures sanitaires du pays. Elle doit et va aller vite de main forte pour recoudre un système de santé mis en lambeau par ses prédécesseurs.

Comme atout, elle a :

- La confiance du Président de la transition
- Des partenaires sociaux disposés à juger le maçon au pied du mur mais surtout à l'accompagner pour le Mali.
- Des hommes capables de remettre les hôpitaux et grandes structures sanitaires sur les rails.

Comme insuffisance, elle a :

- Des vautours et maîtres chanteurs dans son Département qu'il va falloir très rapidement démasquer et débarquer pour avoir véritablement la main.
- Un contexte difficile avec des partenaires locaux et internationaux peu généreux car ayant leurs propres problèmes à gérer.
- Une attente de la population au delà des possibilités réelles du pays en ces temps durs.
- Un climat social délétère dans les deux plus grands hôpitaux du pays.

Félicitations Mme le Ministre. Vous pouvez faire beaucoup mieux que l'activiste que vous remplacez.

Félicitations aux nouveaux Ministres que nos bénédictions accompagnent.

Courage aux Ministres sortants car tous n'étaient pas Sangaré.



■ Sekou Konare



Inutile de changer les wagons si la locomotive est en panne

Stanis Bujakera Tshiamala



#RDC: Arrêté le 20 juin à Kinshasa par les renseignements militaires, l'opposant Franck Diongo a entamé ce samedi une grève de la faim. « Les premiers jours après son arrestation brutale, il n'avait pas été auditionné jusqu'à ce samedi et n'avait pas eu accès à ses avocats », dit un proche. Selon notre source, l'opposant a été interrogé il y a quelques heures seulement sur deux dossiers : « le premier, les services veulent savoir pourquoi il est intervenu pour la libération d'une personne de son quartier détenue par une milice proche du pouvoir et le deuxième dossier ce que, les services veulent savoir pourquoi il a mis les jeunes de son parti MLP, à la disposition du président de Ensemble pour la République @moise_katumbi pour assurer sa sécurité lors de son récent séjour à Kinshasa ».

Mamadou Ismaila KONATE



L'Union Africaine Professionnelle ZLECAF (UAP-ZLECAF) que j'ai le plaisir de présider est née. Son bureau exécutif comporte cinq VPE originaires du . Son conseil d'administration est composé de des Conseillers chargés de missions et un SP @NjoyaNk originaire du . #UAP-#ZLECAF

press@uap-zlecaf.org

- Conseiller - Chargé de Missions ZLECAF, Partenariat et Droit local / M. Modibo MAO MAKALOU, Président & Managing Director IBS Mali, Coordinateur Unité des Partenariats Publics-Privé du Gouvernement du Mali ;
- Conseiller-Chargé de Missions Affaires juridiques, réglementaires, règlement des litiges et Conformité / Me Yaye MOUNKAILA, Ancien Bâtonnier du Niger ;
- Conseiller - Chargé de Missions Prospectives et Perspectives, Renforcement des capacités : Dr. Alou NIANG, Certificat Droit de l'OMC et de Règlement des Différends Commerciaux, Expert politiques et Négociations Commerciales Internationales, Expert Commerce et Intégration Régionale, Consultant ;
- Conseiller - Chargé de Missions, Genre, Jeunesse, Partenariat, Traditions, Valeurs et Consommes africaines : Mme Aissata LY, Ingénieure commerciale et Entrepreneur, Promotrice de la Maison de couture et marque de vêtements L'YA MODE; ancienne commerciale de concessionnaire automobile

L'Union Africaine Professionnelle-ZLECAF a pour mission:

- d'œuvrer à la réalisation des objectifs généraux et plus spécifiques de la ZLECAF tels qu'énoncés aux articles 3 et 4 de l'Accord unique pour la ZLECAF et, notamment, celui de la création d'un marché unique pour les marchandises et les services facilités par la circulation des personnes, afin d'approfondir l'intégration économique du continent africain conformément à la vision panafricaine d'une « Afrique intégrée, prospère et pacifique » telle qu'énoncée dans l'Agenda 2063 ;
- d'assurer la promotion et le développement de la ZLECAF sur tout le continent et même en dehors du continent ;
- de créer le cadre de participation de l'ensemble des professionnels concernés par la ZLECAF, membres ou non de l'Association ;
- d'apporter un appui institutionnel aux institutions, organes et structures de la ZLECAF de l'Union Africaine et des Etats parties de la ZLECAF sur tout sujet ou projet en rapport avec la ZLECAF ;
- la promotion et la défense des objectifs, des principes et valeurs de la ZLECAF et le développement professionnel et l'échange international d'informations et d'idées sur la ZLECAF ;
- la défense de l'indépendance et la liberté des professionnels et experts intervenant dans les champs de l'Accord et des instruments juridiques de la ZLECAF dans le monde; et
- de renforcer l'unité, la collégialité, le professionnalisme et le réseautage entre ses membres.

Le siège social de l'UAP-ZLECAF est situé à Port-Louis en Ile Maurice.

Les langues parlées à l'UAP-ZLECAF sont : l'Anglais, l'Arabe, l'Espagnol, le Français, le Portugais et le Swahili.

Le service de communication de l'UAP-ZLECAF
E. : press@uap-zlecaf.org



• Union Africaine Professionnelle - ZLECAF • UAP-ZLECAF •
• African Union Professional - ACPFA •
• Union Africaine Professionnelle - ACPFA •
• African Union Professional - ACPFA •
• اتحاد المحترفين الافريقيين - ZLECAF •
• اتحاد المحترفين الافريقيين - ZLECAF •

UNION AFRICAINE PROFESSIONNELLE - ZLECAF

Organisation internationale à but non lucratif
E.mail : press@uap-zlecaf.org

COMMUNIQUÉ

UNION AFRICAINE PROFESSIONNELLE - ZLECAF (UAP-ZLECAF) :

Les professionnels africains entrent dans l'arène de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF)

Les membres de l'Assemblée Générale de l'Union Africaine Professionnelle-ZLECAF se sont réunis le 25 mai 2023 (en ligne et via zoom) pour élire les premiers membres de son Bureau exécutif.

Au terme d'un scrutin ouvert et libre, le Bureau de l'Union Africaine Professionnelle-ZLECAF est présidé par l'avocat Mamadou Ismaila KONATE, Ancien Garde des Sceaux du Mali, Ministre de la Justice.

Dr. Beauclair NJOYA NKAMGA, Consultant - Expert en Douane, Change, Investissement et ZLECAF, de nationalité camerounaise, est élu Secrétaire Permanent.

Cinq vice-Présidents, répartis dans cinq CER de la ZLECAF ont été élus. Il s'agit de :

- Pour l'EMEA : Dr. Sally El SAWAH, Esq., ICC Commission on Arbitration & ADR, Qualified Lawyer in France & Egypt and Registered Foreign Lawyer in England and Wales, Co-founder & Head of Arbitration & Litigation of Junction Paris and Cairo.
- Pour la CEDEAO: Mrs. FOLASHADE AIB, Esq., Chartered Arbitrator, Member ICC Commission on Arbitration and ADR, Chairman of the Nigerian Bar Association Section on Legal Practice Professional Ethics Committee;
- Pour la CEAC: Pr. René NJEUFAK TEMGWA, Professeur des universités; Consultant, Arbitre ;
- Pour la SADC: Mr. Gregory GOELLER, Risk management and Financial Services Specialist, Director Anchor Point Risk;
- Pour l'ECAC: Dr. Jean Baptiste HARELIMANA, Président de l'African Academy of International Law Practitioner, Avocat, Ancien Coordonnateur de l'Institut Afrique Monde.

Cinq Conseillers - Chargés de missions spécifiques ont été nommés :

- Conseiller - Chargé de Missions Affaires Politiques, Diplomatiques et Protocoles: S.E. Mme Laure Oga GONDJOUT, Ancienne Ministre des Affaires étrangères, Ancienne conseillère aux affaires africaines et internationales, Ancienne Ministre de la Communication, des postes et télécommunications et des nouvelles technologies ;
- Conseiller - Chargé de Missions Commerce, marques et services : Me Didier LEBON, Expert en commerce international, Avocat, Arbitre international, Enseignant ;



Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com

PM Choguel : La reconduction discutable

L'opinion nationale et internationale ont appris le réaménagement de l'équipe gouvernementale du Mali, ce jour 1er juillet 2023.

Ce n'est pas ce dont le Mali a besoin aujourd'hui. Le Mali a besoin de changement de gouvernement donc de premier ministre, avec, autour de lui, des technocrates sans attache politique connue et avérée. C'est mon avis, c'est une conviction, et cela sur la base d'une expérience récente dans notre pays .

Le président ATT, après sa réélection, s'est débarrassé de près de 95% de ses ministres et de son premier ministre, qui pourtant était sans ambition politique, pour un premier ministre qui ambitionnait d'être président de la République : Monsieur Modibo Sidibé.

Le résultat :

1. Après la Déclaration de Politique Générale (DPG) à l'assemblée nationale, adoptée sans qu'il ait fait mention de l'initiative riz, le nouveau PM sort de sa besace l'initiative riz qui assombri la DPG. Or, la DPG est la vision du président de la République.
2. La conduite de l'action gouvernementale est désormais dédiée à la candidature du PM, donc de son ambition politique. En conséquence, le PM ou l'ex PM est resté quasi indifférent des turpitudes de fin de mandat de ATT, et aujourd'hui encore, il est inaudible sur le bilan ATT. La morale de l'histoire, un PM politique ou ayant des ambitions politiques n'a cure du président, du moment qu'il est sur la fin de son mandat. Or, le PM Choguel est politique et à une ambition pour les élections à venir. Il voudra certainement que son parti, le MPR, engrange des résultats aux élections communales et législatives. Pour les présidentielles, soit lui-même ambitionne d'être candidat, soit, il va manœuvrer pour tiers, et cela n'est même pas sûr ! Dans tous les cas, il n'est pas celui qui va rassembler pour une élection présidentielle. Et cela est une certitude ! Un PM politique, de quelque bord qu'il soit, n'est pas le bon choix pour conduire les élections à venir. Cela est une conviction ! La mienne !

Après tout, le président reste Assimi, donc, le décideur in fine. S'il pense que c'est le bon choix pour le Mali, je lui fais confiance. Juste, parce qu'à son poste, il dispose de paramètres que je n'ai pas. Sinon, Choguel a fini sa mission il ne peut pas conduire les élections à venir.

J'aimerais avoir tort.

Que Dieu sauve le Mali.

Seydou Traoré, Ancien ministre Mali 2002 2007, Chevalier de l'Ordre National du Mali, 2009

Mali : L'australien Leo lithium produit le premier minerai de lithium à Goulamina

Le Mali est en bonne voie pour devenir le 1er producteur ouest-africain de lithium grâce au projet Goulamina. En attendant la production du 1er concentré de spodumèneau premier semestre 2024, le propriétaire de la mine veut générer des revenus en exportant le lithium brut.

Au Mali, la mine de lithium Goulamina vient de livrer son premier minerai à expédition directe (DSO). L'annonce faite le 30 juin par le propriétaire australien Leo lithium, constitue une étape supplémentaire vers la production du premier concentré de spodumène l'année prochaine, mais aussi une occasion de générer des revenus à partir du dernier trimestre 2023.

Jusqu'à l'entrée en production complète de Goulamina au 1er semestre 2024 en tant que première mine de lithium du mali, Leo lithium veut exporter 185 000 tonnes de minerai. Pour transporter la production jusqu'au port d'Abidjan d'où elle sera expédiée vers les clients internationaux, la société a organisé des appels d'offres pour sélectionner des entrepreneurs locaux spécialisés dans le transport par camion.

« Le DSO nous offre également l'occasion d'optimiser notre solution logistique au fur et à mesure que nous développons Goulamina, ce qui réduit encore les risques liés au développement du projet » précise Simon HAY, DG DE LEO lithium.

Pour rappel, Goulamina est une coentreprise à égalité de parts entre Leo lithium et le groupe chinois ganfeng lithium, avec une participation gratuite de 10% pour l'état. Le projet fait du mali le 1er producteur ouest-africain de lithium, métal indispensable aux batteries de véhicules électriques et dont la demande explose actuellement.

Emiliano tossou / Source : Agence Ecofin



Retrait de la Minusma : Le sort de l'accord au cœur des discussions entre Alger et Bamako

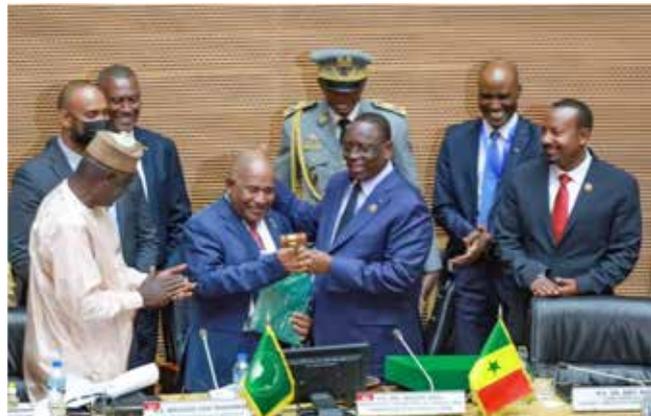


Son excellence monsieur Abdoulaye Diop, ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, a reçu en audience, ce vendredi 30 juin 2023, son excellence monsieur El Haoues Riache, ambassadeur de la république algérienne démocratique et populaire au Mali.

Cette rencontre a été l'occasion pour le Ministre DIOP et le Diplomate Algérien d'aborder plusieurs questions bilatérales et multilatérales d'intérêt commun, singulièrement les perspectives de l'Accord pour la paix et la réconciliation dans un contexte de retrait de la MINUSMA ainsi que le renforcement de la coopération bilatérale dans ses volets transport aérien, cadre juridique et assistance humanitaire. S'agissant de la question spécifique de l'Accord pour la paix, le Ministre a réaffirmé la volonté du Gouvernement du Mali à faire avancer sa mise en œuvre, dans un esprit de pragmatisme et de créativité impliquant toutes les Parties prenantes en vue de transcender les difficultés et d'ouvrir la voie à la reprise des travaux du Comité de Suivi de l'Accord. A cet égard, il a salué les efforts de l'Algérie, chef de file de la médiation internationale, visant le rapprochement des positions entre les différentes Parties, tout en exprimant la disponibilité et l'engagement du Gouvernement à jouer toute sa partition en vue du rétablissement de la paix et de la cohésion nationale. Les deux Personnalités ont révélé que seuls le dialogue et la discussion autour d'une table sont source de solutions pour instaurer la paix et promouvoir le vivre ensemble. En outre, ils ont réaffirmé leur engagement à poursuivre leurs efforts pour renforcer le cadre de dialogue de haut niveau tant sur des questions bilatérales que multilatérales.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.

UA : Le Sénégal prend la présidence du conseil de paix et de sécurité



Le Sénégal va présider pour le mois de juillet le conseil de paix et de sécurité de l'union africaine, a appris l'APS de source officielle, samedi.

Après la présidence de l'Union africaine (2022-2023), le Sénégal est encore honoré d'assurer, pour le mois de juillet, celle du Conseil de paix et de sécurité de l'organisation continentale », a annoncé le ministère sénégalais des Affaires étrangères.

Dans un communiqué parvenu à l'Agence de presse sénégalaise, la diplomatie sénégalaise fait savoir que ce mandat allait s'inscrire au service de la paix sur le continent africain.

« Les réponses communautaires aux défis sécuritaires en Afrique et la mission de terrain du Conseil de paix et de sécurité de l'UA au Sahel seront au centre de cette présidence », souligne le communiqué.

Parmi les priorités de la présidence sénégalaise du CPS figurent la réunion consultative périodique avec le Conseil économique social et culturel (ECOSOCC) de l'UA et l'examen du rapport semestriel du président de la Commission de l'UA sur les élections sur le continent, indique la source.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA est un organe décisionnel permanent en matière de prévention, de gestion et de règlement des conflits en Afrique.

Il est composé de 15 Etats membres élus pour la plupart pour un mandat de deux ans et constitue un système de sécurité collective et d'alerte rapide, "un pilier fondamental de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA)".

Source : senego

malikile.com

LE QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "



Burkina : Les partisans de la transition demandent une relecture de la constitution

Pour les partisans du régime en place, Ibrahim Traoré est l'homme de la situation et il faut le soutenir vaille que vaille. Durant les manifestations, des slogans hostiles contre la France ont été entonnés et les drapeaux russes étaient de sortie.

Ces derniers jours n'ont pas été faciles pour les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso. En effet, plusieurs militaires et supplétifs ont perdu la vie au cours d'accrochages avec les terroristes. Arrivé au pouvoir en octobre 2022, le capitaine Ibrahim Traoré s'était donné pour mission de mettre tout en œuvre pour reconquérir le territoire burkinabè aux mains des nébuleuses terroristes. La tâche est titanesque avec divers paramètres complexes. Ce samedi 1er juillet, des organisations de Société civile favorables au Capitaine Ibrahim Traoré ont organisé des manifestations de soutien à la transition dans plusieurs grandes villes du pays.

Pour les partisans du régime en place, Ibrahim Traoré est l'homme de la situation et il faut le soutenir vaille que vaille. Durant les manifestations, des slogans hostiles contre la France ont été entonnés et les drapeaux russes étaient de sortie. Les manifestants ont aussi fait une revendication qui n'est pas passée inaperçue. En effet, ils réclament une relecture de la constitution comme ce qui s'est fait tout récemment au Mali. Lors de sa prise de pouvoir, Ibrahim Traoré n'avait pas fait du changement de la constitution une de ses priorités. L'objectif ultime du jeune capitaine et la raison pour laquelle il a fait un coup d'État est la reconquête du territoire national.

Mali : Victoire pour Goïta avec l'approbation de la nouvelle constitution Le colonel Assimi Goïta, qui a pris le pouvoir au Mali en août 2020 lors d'un changement de gouvernement militaire, vient de marquer une victoire... Ses partisans estiment que dorénavant il faut mettre en place une



nouvelle constitution et marcher dans les pas du Mali voisin. Il faut dire que de nombreux Burkinabè vouent une grande admiration au régime d'Assimi Goïta et ils prennent Bamako comme une référence. Le Burkina Faso va-t-il emprunter la voie du Mali et changer de constitution ? Pour le moment, rien n'est moins sûr, car les forces vives de la nation ne se sont pas encore exprimées sur la question.

Source : lanouvelletribune



Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.

Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatisés. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

COURS ET ATELIERS:

24 heures de cours d'anglais

Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe

Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous:

Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.

Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.

Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.



Dates
Séjours 2023
Du 1^{er} au 14 Août
ou
Du 14 au 27 Août

Tarifs:
2 000 000 FCFA
Frais d'Inscription :
300 000 FCFA

Séjour
Exceptionnel
à Dakar pour
les formalités
de visas en
Juillet 2023

MADE IN
BRITAIN





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Mali : Les hélicoptères de la paix ne sont plus les bienvenus

La décision est tombée ce vendredi 30 juin 2023 : les forces de maintien de la paix de l'ONU et la Minusma sont désormais persona non grata au Mali.

Ces personnels internationaux dont le rôle premier était d'assurer la stabilité et la sécurité dans ce pays du Sahel étaient depuis plus de deux ans dans le collimateur de la junte militaire au pouvoir. Désormais ils ont six mois pour quitter le pays tandis que leurs hélicoptères doivent eux être rapatriés dans leurs pays respectifs, notamment la Russie et le Salvador.

En un peu plus de dix ans de présence les hélicoptères blancs ont subi pas mal de désagréments de la part des FAMA, les Forces Armées Maliennes.

Le vendredi 16 juin 2023 les autorités de la junte militaire malienne ont exigé le retrait définitif de leur pays de la MINUSMA et des forces de maintien de la paix, autrement dit les Casques Bleus. Et donc deux semaines plus tard, jour pour jour, le conseil permanent de sécurité de l'ONU leur a donné raison. Cependant les supers puissances internationales ont donné six mois pour les femmes et les hommes placés sous leur autorité pour plier bagage. L'apprenti dictateur Goïta et ses officiers voulaient que cela ait lieu dans un délai beaucoup plus court. Ils ont donc perdu

leur bras de fer avec les Nations Unies.

Actuellement ce sont une dizaine d'hélicoptères qui volent au Mali sous la fameuse livrée blanche à marquages noirs. Il s'agit d'un Bell 205A Huey tunisien, de trois McDonnell-Douglas MD 500E Defender salvadoriens, et de sept Mil Mi-17 Hip-H/Mi-171 Hip-K russes.

Durant les dix années de présence de la MINUSMA (pour Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali) et des Casques Bleus la vie des pilotes d'hélicoptères blancs n'a pas toujours été rose. On se souvient il y a trois ans et demi du crash d'un MD 500E Defender salvadorien dont la mission pre-

mière était la reconnaissance armée mais également l'appui tactique rapproché. Pour autant beaucoup d'autres subirent des tirs dont tous ne venaient pas forcément des groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda et à Daech. À plusieurs reprises les FAMA furent suspectées sans que jamais aucune enquête ne soit menée par la junte militaire malienne. À croire que l'apprenti dictateur Goïta et ses amis soient allergiques à la transparence. Un Bell CH-146 Griffon canadien en fut victime à l'été 2018 ainsi qu'un Mil Mi-171 Hip-K russe en mars 2020.

Il était initialement prévu que les hélicoptères blancs puissent participer aux scrutins du processus de retour à la démocratie au Mali. La junte militaire en a donc décidé autrement. Les voilures tournantes de l'ONU n'assureront donc pas le transport des urnes et des matériels électoraux. Décidément la transparence institutionnelle n'est plus à l'ordre du jour dans ce pays. Qu'elle semble loin l'époque où le président Ibrahim Bou-bacar Keïta faisait rayonner le Mali dans le monde entier.

Espérons que durant les six prochains mois les équipages d'hélicoptères de la MINUSMA et des forces de maintien de la paix pourront se retirer sans subir de violence de la part des soutiens de la dictature malienne.

Source : avionslegendaires.net



La France, porte-plume du Mali au conseil de sécurité : Fin du mandat de la Minusma adoptée

Le conseil de sécurité des nations unies a récemment adopté une résolution marquant la fin du mandat de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) à partir du 30 juin 2023. Cette décision a été largement soutenue par les membres du Conseil, qui reconnaissent les progrès réalisés par la France en tant que porte-plume dans la stabilité et la sécurité du Mali. La MINUSMA a joué un rôle crucial dans le maintien de la paix et la protection des civils depuis son déploiement en 2013, mais son retrait progressif ouvre de nouvelles perspectives pour l'avenir du Mali.



Le rôle de la France dans la stabilisation du Mali: Depuis le déclenchement de la crise au Mali en 2012, la France a joué un rôle essentiel dans les efforts visant à rétablir la paix et la stabilité dans la région. L'opération militaire française, connue sous le nom de "Serval", a été lancée pour contrer les groupes extrémistes qui menaçaient la stabilité du Mali et de la région du Sahel. Cette intervention a permis de stopper l'avancée des groupes armés et d'assurer la sécurité des populations locales.

En outre, la France a contribué de manière significative à la formation et à l'entraînement des forces armées maliennes, renforçant ainsi leurs capacités à faire face aux défis sécuritaires. La coopération bilatérale entre

la France et le Mali a également été renforcée dans des domaines tels que la gouvernance, le développement économique et la lutte contre le terrorisme.

Le rôle de la MINUSMA et son retrait : La MINUSMA a été créée en 2013 par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU afin de soutenir les autorités maliennes dans leurs efforts de stabilisation du pays et de protection des civils. Elle a été mandatée pour faciliter la mise en œuvre de l'accord de paix conclu entre le gouvernement malien et les groupes armés du nord du pays.

Au cours de ses années d'existence, la MINUSMA a joué un rôle important dans la sécurisation des zones instables, la protection

des droits de l'homme et l'aide humanitaire. Cependant, son retrait progressif a été envisagé compte tenu des progrès réalisés en matière de stabilisation et de sécurité. La résolution adoptée par le Conseil de sécurité témoigne de la confiance accordée à la France et aux autorités maliennes pour continuer à progresser sur la voie de la paix et de la stabilité.

Perspectives d'avenir pour le Mali: Le retrait de la MINUSMA marque une étape importante pour le Mali et ouvre de nouvelles perspectives pour l'avenir du pays. Il est crucial que les autorités maliennes continuent à renforcer leurs institutions, à promouvoir la réconciliation nationale et à s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, notamment la pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités.

La communauté internationale, y compris la France et d'autres partenaires régionaux, devrait continuer à apporter son soutien au Mali dans ses efforts de reconstruction et de développement. Cela comprend la coopération en matière de sécurité, l'aide humanitaire, l'investissement dans les infrastructures et l'appui à la gouvernance.

La résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU mettant fin au mandat de la MINUSMA marque une reconnaissance des progrès réalisés par la France en tant que porte-plume dans la stabilisation du Mali. Le retrait progressif de la mission de maintien de la paix offre de nouvelles opportunités pour le Mali de renforcer sa stabilité, de promouvoir la réconciliation et de poursuivre son développement. Cependant, il est essentiel que les autorités maliennes continuent leurs efforts en matière de gouvernance, de sécurité et de lutte contre les inégalités afin de consolider les progrès réalisés et de garantir un avenir pacifique et prospère pour le pays.

Sogolo Mussa
Source : Bamada.Net



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Mali : La MINUSMA suit les traces de Barkhane !



Le Conseil de sécurité de l'ONU a mis fin au mandat de la MINUSMA en adoptant une résolution de retrait dans les 6 prochains mois. Suite à la lettre du Gouvernement de transition adressée au Président du Conseil de sécurité, demandant le retrait immédiat de la MINUSMA, la décision de retrait a été votée à l'unanimité, mettant ainsi fin au mandat de la MINUSMA conformément à la résolution 2640 (2022) du 30 juin 2023.

Le Conseil a également adopté la résolution 2690 (2023) demandant à la Mission de commencer immédiatement, à partir du 1er juillet 2023, la cessation de ses opérations, le transfert de ses tâches, ainsi que la ré-

duction et le retrait de son personnel, dans le but de finaliser ce processus d'ici le 31 décembre 2023.

«La MINUSMA travaillera résolument à un retrait ordonné et sécurisé de son personnel, dans les délais impartis, conformément aux dispositions de la résolution 2690 (2023). À cette fin, la Mission agira en étroite consultation avec les autorités maliennes et dans le cadre de l'Accord entre l'Organisation des Nations unies et le Gouvernement de la République du Mali relatif au statut de la MINUSMA».

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies et Chef de la MINUSMA, El Ghassim Wane, rappelant l'engagement avec lequel la MINUSMA a accompagné le peuple malien dans sa quête de paix, de sécurité et de réconciliation tout au long de ses dix années de présence au Mali, exprime sa gratitude envers le personnel en uniforme et civil, tant national qu'international, pour le travail énorme accompli, leur dévouement et les immenses sacrifices consentis. Il rend également hommage aux pays contributeurs de troupes et de personnel de police pour leur contribution exceptionnelle aux efforts de paix au Mali.

L'effet d'une bombe

Rappelons que le 16 juin, dans un discours devant le Conseil de sécurité qui a eu un impact considérable, le ministre des Affaires étrangères Abdoulaye Diop a dénoncé l'échec de la mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali et a exigé son retrait immédiat.

Dans ces circonstances, le Conseil de sécurité, qui se préparait à examiner une éventuelle reconduction du mandat avec des modifications, a dû se résoudre à signer l'arrêt de mort de la mission la plus coûteuse de l'ONU (1,2 milliard de dollars par an).

La résolution adoptée à l'unanimité des 15 membres du Conseil a décidé de mettre fin au mandat de la MINUSMA à partir du 30 juin. Les Casques bleus mettront fin à leurs opérations à partir du 1er juillet 2023 afin de se concentrer sur l'organisation de leur départ, «avec pour objectif de terminer ce processus d'ici le 31 décembre 2023».

Jusqu'à fin septembre, ils auront néanmoins la possibilité de protéger les civils «dans les environs immédiats» de leurs positions.

La mission, qui compte une dizaine de bases réparties sur le territoire, a été créée en 2013 pour aider à stabiliser l'État malien menacé d'effondrement sous la pression djihadiste,

protéger les civils, contribuer aux efforts de paix et défendre les droits humains.

«Nous regrettons la décision du gouvernement de transition d'abandonner la MINUSMA et le fait que cela nuira à la population malienne, mais nous avons voté en faveur de la résolution», a déclaré le représentant américain Jeffrey De Laurentis après le vote.

Cependant, la demande de retrait de la MINUSMA coïncide avec une période où plusieurs pays de la région sont préoccupés par l'expansion des groupes extrémistes et le risque de propagation de l'instabilité. Certains avaient même plaidé en faveur d'un renforcement de son mandat, selon son rapport.

Pas de consentement

L'un des principes du maintien de la paix de l'ONU est le «consentement» du pays hôte. Malheureusement, les relations entre Bamako et la mission s'étaient largement détériorées après le coup d'État.

L'ONU dénonçait régulièrement les entraves des autorités maliennes aux déplacements

des Casques bleus et devait faire face aux défections de pays contributeurs de troupes refroidis par la multiplication des attaques contre la mission, dont 174 Casques bleus ont été tués depuis 2013. La MINUSMA est ainsi devenue la mission la plus meurtrière et coûteuse de l'ONU.

Soutien indéfectible de Moscou

Le chef de la diplomatie russe a renouvelé son soutien indéfectible au Mali lors d'un entretien téléphonique avec son homologue malien des Affaires étrangères, juste après l'annonce du retrait de la mission de l'ONU (MINUSMA) dans le pays, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères du Mali.

Sergueï Lavrov a «renouvelé le soutien indéfectible de son pays en faveur du Mali, tant dans le domaine militaro-technique qu'en matière d'assistance humanitaire et économique», selon le communiqué publié sur les réseaux sociaux peu après l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution mettant un terme à la MINUSMA. Abdoulaye Diop, ministre malien des Affaires étrangères, a assuré «que le gouvernement du

Mali prendra toutes les dispositions utiles pour un retrait ordonné et sécurisé des Casques bleus dans les plus brefs délais», ajoute le communiqué.

Calendrier de retrait

Il reste à organiser le retrait massif et complexe de plus de 13 000 militaires et policiers, ainsi que de leurs équipements, des hélicoptères aux véhicules blindés.» S'assurer de la coopération constructive des autorités maliennes sera essentiel pour faciliter ce processus», a commenté un porte-parole des opérations de maintien de la paix.

Cependant, le calendrier de ce retrait a donné lieu à des négociations compliquées ces derniers jours.

Le Mali, soutenu par la Russie, a tenté de réduire la durée du retrait, rapporte l'AFP citant des sources diplomatiques, alors que certains membres du Conseil estiment déjà que le délai de six mois est trop court pour organiser un départ en toute sécurité pour les Casques bleus.

Des craintes de violences

«Il est probable que les extrémistes saisissent cette opportunité pour accroître leurs violences», a commenté Julie Grégory, du groupe de réflexion américain Stimson Center.

Et «les responsables de l'ONU craignent que lorsque les soldats de la paix quitteront leurs bases, Wagner prenne simplement le contrôle des installations», estime Richard Gowan, de l'International Crisis Group.

Ce retrait s'est fait dans une situation inattendue, similaire au départ de l'opération Barkhane. Pour certains, la MINUSMA a subi le même sort que l'opération antiterroriste française au Mali.

■ Binadjan Dombia



Processus de refondation au Mali : Faut-il sacrifier le fond pour la forme ?

Le pays aurait résolument pris le chemin de la Refondation afin d'asseoir une véritable assise politique, institutionnelle et sécuritaire, lui permettant de compter bientôt parmi les États exemplaires dans le concert des Nations. Tout serait fait avec minutie, guidé avec maestria, scruté dans le marbre, pour que dans une proche échéance, le Mali Kura soit une réalité.

Sauf que, à y regarder de plus près, il est à craindre que l'on ne se soit pas assez plongé dans la complexité de la situation ; et que quelque part, comme pris par une espèce d'euphorie baignant dans le nationalisme et le populisme, que l'on fasse les choses uniquement pour prouver que l'on est capable d'administrer. Peu importe la manière, l'esthétisme est sacré ! Le dimanche 18 juin, les Maliens avaient rendez-vous avec

les urnes pour voter la nouvelle Constitution qui consacrerait l'entrée du pays dans la quatrième république. Si globalement le vote s'est bien passé, l'on peut déplorer le fait que certaines localités ne purent participer au vote. Mais aussi, le faible taux de participation qui tournerait autour de 40%, pour un scrutin référendaire.

Autre fait à déplorer, c'est le manque de débat autour de thématiques profondes, telles

que le système politique et institutionnel, la laïcité, entre autres. L'on ne change pas chaque jour de République. De ce fait, il aurait été grandement salutaire de prendre son temps pour procéder au referendum. D'où la question de la pertinence même d'une telle consultation avec un chronogramme si serré.

Dès lors, l'on peut craindre une certaine récupération du concept Refondation à des fins politiques. Avant de s'atteler à procéder à tout scrutin, ne faut-il pas, tout d'abord, tenir un langage de vérité, en insistant sur les failles tout en proposant des pistes de solutions réalistes ?

La communication, parent pauvre de la Refondation mais aussi les débats. Dans un moment où les Maliens éprouvent un réel besoin de s'exprimer, il faut multiplier les tribunes, organiser régulièrement des débats. Ne dit-on pas que de la discussion jaillit la lumière ?

Le risque de tout le processus, c'est qu'on se retrouve à la fin avec une œuvre que l'on vendra comme inédite mais qui dans le fond n'aura pas rempli l'attente des maliens.

Que dire alors de cette posture partisane prise par les autorités tout au long du processus ? En appelant clairement pour le OUI, meeting grandiose à l'appui. Elles auront été en même temps, juge et partie. La Refondation tant nécessaire, est-elle réellement comprise ?

Ahmed M. Thiam
Source: L'Alternance



Le web : Un outil incontournable dans la recherche d'emploi au Mali



Malgré les distractions, les réseaux sociaux offrent de nombreuses autres opportunités. Au Mali en particulier, de plus en plus de médias et de réseaux sociaux publient des annonces d'emploi. Ces plateformes font le bonheur de nombreuses personnes, car elles permettent à des milliers de personnes de trouver rapidement et en toute sécurité un emploi. Plus connu sous le nom de «E-recrutement», ce système est aujourd'hui très prisé sur le marché de l'emploi. Selon les adeptes de ce système, le E-recrutement bénéficie tant aux employés qu'aux employeurs.

L'utilisation d'Internet ne se limite plus à l'échange de messages ou à la recherche d'actualités à l'échelle mondiale. Au fil des ans, il a pris une place importante dans la vie des gens et joue désormais un rôle incontournable dans la coordination du marché du travail. Cette évolution technologique est particulièrement ressentie au Mali, où le marché de l'emploi du pays s'améliore indéniablement. Presque toutes les entreprises maliennes et les organisations internationales utilisent les réseaux sociaux pour recruter du personnel. Selon Adoulaye Kanouté, entrepreneur, le recrutement en ligne facilite la tâche du recruteur. Selon lui, cette pratique en plein essor offre une plus grande chance au responsable du recrute-

ment de trouver les profils correspondant au poste proposé. «Grâce aux réseaux sociaux, on peut facilement trouver la personne qu'il nous faut pour notre entreprise. Ils permettent également de toucher un public plus large, offrant ainsi de fortes chances de trouver des profils compétents et expérimentés», soutient-il. Il met également l'accent sur la visibilité de l'entreprise : «De nos jours, il est indispensable pour toute entreprise qui souhaite progresser de se tourner vers le numérique. En publiant des annonces sur Internet, nous pouvons recruter les meilleurs profils du monde entier. C'est pourquoi la recherche d'emploi sur Internet est devenue une pratique très courante. Même si le meilleur profil se trouve à l'autre bout du monde, grâce au web, nous pouvons l'atteindre. Voyez-vous l'avantage ?»

Comme l'a souligné M. Kanouté, ce type de recherche d'emploi est monnaie courante au Mali. C'est pourquoi le pays regorge de nombreux sites et groupes sur lesquels des annonces d'emploi sont continuellement publiées. Interrogé, Théodore Kéïta affirme également que le web offre de nombreuses opportunités pour trouver un emploi fiable. «Avec Internet, on peut postuler en continu !» s'exclame-t-il. Selon lui, la recherche d'emploi en ligne ouvre de nombreuses perspectives aux employés. « Cette pratique de recherche d'emploi devient très populaire au Mali. Il existe plusieurs pages, sites et groupes WhatsApp qui publient quotidiennement des offres d'emploi. De plus, ces annonces sont authentiques, car j'ai moi-même été contacté à plusieurs reprises pour des entretiens. En réalité, Internet est en train de devenir le principal canal de recrutement des entreprises maliennes ».

Vous l'aurez compris, grâce à Internet, les opportunités d'emploi au Mali et ailleurs ne manquent pas. Chaque jour offre une chance à des milliers de personnes de décrocher de nouveaux emplois au Mali et partout dans le monde.

Siguéta Salimata DEMBELE



Sénégal : Annonce de la candidature de Macky Sall en 2024 attendue aujourd'hui



Le président sénégalais Macky Sall, soupçonné de vouloir briguer un troisième mandat, a prôné l'unité devant ses partisans et a déclaré qu'il annoncerait lundi, le 3 juillet 2023, s'il sera candidat pour un troisième mandat à l'élection présidentielle de février 2024. Samedi, à Dakar, une pétition d'élus locaux en faveur de sa candidature a été remise au président sénégalais.

Cette annonce est très attendue au Sénégal, où le flou entretenu par le président Sall concernant ses intentions pour cette élection, ainsi que la condamnation à deux ans de prison de l'un de ses principaux opposants, Ousmane Sonko, ont contribué à créer un climat explosif. La condamnation de l'opposant dans une affaire de mœurs, qui le rend actuellement inéligible, a entraîné début juin de graves troubles, faisant 16 morts selon les autorités, 24 selon Amnesty International et 30 selon l'opposition.

Le président Sall a promis de s'exprimer sur sa possible candidature lors d'un discours à la nation après la fête musulmane de la Tabaski, qui a eu lieu jeudi. M. Sall a été élu en 2012 et réélu en 2019. Lors de sa visite en France, il a promis à sa diaspora qu'il se prononcerait en temps voulu sur sa candidature au Sénégal.

Rappelons qu'il a fait réviser la Constitution en 2016. Celle-ci stipule que «nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs». Ses partisans le présentent comme leur candidat en 2024, arguant que la révision a remis les compteurs à zéro. Il a fait valoir que seuls des facteurs politiques, et non constitutionnels, l'empêcheraient de se présenter, et a affirmé que son choix serait «libre et souverain». Devant des élus locaux qui ont signé une pétition s'engageant à le soutenir, il a appelé à l'unité. «L'enjeu du moment est d'abord d'être uni. Uni, il n'y a aucune force

politique qui peut faire face à Benno Bokk Yaakkar (BBY)», la coalition présidentielle, a-t-il déclaré, exhortant ses soutiens à placer «l'intérêt général» et «l'intérêt de la coalition» devant toute autre considération. «Mon combat et ma plus grande fierté est vraiment de vous conduire vers la victoire et de poursuivre notre politique économique au bénéfice de nos populations», a-t-il ajouté, mettant en avant son bilan et soulignant que la feuille de route pour faire du Sénégal un pays émergent en 2035 était déjà «balisée».

Cependant, même si cette annonce est très attendue, les violences continuent de hanter le pays car, même en résidence surveillée, l'opposant Sonko représente une véritable menace pour le pouvoir en place.

■ Binadjan Dombia

Côte d'Ivoire : Laurent et Simone Gbagbo, la fin d'un couple politique !

Le retour de la Cour pénale internationale où ils ont séjourné pendant une dizaine d'années, l'ancien président Laurent Gbagbo et son ex-épouse Simone viennent d'annoncer leur divorce après avoir lutté pendant cinquante ans pour le pouvoir. C'est désormais la fin officielle d'un couple historique de la politique ivoirienne. Cinquante années de compagnonnage marquées par le militantisme, les emprisonnements et l'exercice du pouvoir. Laurent Gbagbo et Simone Ehivet Gbagbo se sont mariés en 1989 et ont officiellement divorcé trente-quatre ans plus tard, le 29 juin. Une rupture prononcée «aux torts exclusifs de M. Laurent Gbagbo, pour adultère caractérisé et notoire, abandon de domicile conjugal et injures graves à l'encontre de Madame Simone», indique un communiqué de l'avocat de cette dernière,

Ange Rodrigue Dadjé, selon Le Monde. «Il reviendra à l'ancien président, qui tenait tant à divorcer, de renoncer à faire appel de cette décision de divorce pour que son désir devienne enfin réalité», ajoute-t-il. Le divorce des Gbagbo est en Côte d'Ivoire bien plus qu'une simple affaire de famille.

Dès son retour à Abidjan en juin 2021 après 10 ans d'absence, Laurent Gbagbo, fraîchement acquitté d'accusations de crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale (CPI), a fait de l'officialisation de cette procédure de divorce son premier acte public. Les images de Simone à l'aéroport, repoussée comme une étrangère, ont surpris ses partisans et camarades. Chacun savait que l'amour était depuis longtemps dissipé et que l'époux avait refait sa vie avec une

ancienne journaliste, Nady Bamba, mais l'exposition de la rupture fut brutale. Ce divorce, loin d'être une simple anecdote de tabloïd, est aussi bien intime que politique.

Partenariat politique

Les Gbagbo ont longtemps formé un tandem redoutable, aussi admiré que craint. Brillante lettrée, très tôt politisée, Simone Ehivet est une professeure engagée dans le syndicalisme dès les années 1970. Sa lutte pour le multipartisme lui vaut d'être emprisonnée à plusieurs reprises dans la Côte d'Ivoire du président Félix Houphouët-Boigny. Son destin politique s'accélère lorsqu'elle rencontre Laurent Gbagbo en 1973. De quatre ans son aîné, il est déjà chevronné dans le militantisme marxiste et sort d'un camp d'internement militaire.

Les deux amants participent à des cellules révolutionnaires clandestines, puis fondent ensemble en 1982 le parti emblématique de la gauche ivoirienne, le Front populaire ivoirien (FPI). Simone en est la cheville ouvrière, chargée de la mobilisation des bases





du parti. Les deux compagnons de lutte ont deux filles, des jumelles, que Simone Ehivet élève seule lorsque Laurent Gbagbo s'exile en France.

Le couple se marie juste après le retour de Laurent Gbagbo à Abidjan en janvier 1989. «Un mariage à 15 000 francs», avec une demi-douzaine d'invités, raconte Laurent Gbagbo à ses amis proches. Les Gbagbo résident ensemble à Cocody Riviera, un quartier d'Abidjan. Ils militent, font campagne et sont même incarcérés ensemble à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan. Un ami de longue date du couple témoigne : «C'était un couple très uni». Cependant, Simone Gbagbo n'est pas seulement une Madame Gbagbo qui se préoccupe du glamour et de la représentation. Elle est un pilier de la politique ivoirienne, solide, populaire, avec une personnalité très forte, de la poigne et des convictions. Sous son influence, Laurent Gbagbo, qui est catholique, embrasse l'évangélisme, une religion à laquelle Simone Gbagbo est devenue une fervente adepte. Elle a également été vice-présidente de l'Assemblée nationale de 1995 à 2000 et députée d'Abobo de 1996 à 2004.

Cependant, en coulisses, dès les années 1990, bien avant l'accession au pouvoir de Laurent, le couple n'était plus qu'une façade pour un partenariat politique. Laurent Gbagbo entretenait une relation avec la journaliste Nadiana «Nady» Bamba depuis 1997, avec qui il s'est marié en 2001 selon les rites coutumiers malinké et musulman. Ils ont eu un fils l'année suivante.

Simone Gbagbo ne s'exprime pas publiquement. Sa priorité est ailleurs. De 2000 à 2011, selon Jeune Afrique en 2012, «il n'y a pas en Côte d'Ivoire un seul chef qui règne, mais deux». Le duo se complète : Laurent Gbagbo apporte de l'humour et de la conciliation, tandis que Simone Gbagbo adopte une ligne dure, sans concession, et affiche une hostilité ouverte envers la France, l'opposition et les rebelles. On la surnomme «la Dame de fer». Parfois, elle est encore plus dure. Son aide de camp, Anselme Seka Yapo, a été condamné à la réclusion à perpétuité en 2016 pour l'assassinat de l'ancien président Robert Guéï et de sa famille en 2002. Elle a été soupçonnée par la justice française d'avoir joué un rôle dans la disparition du journaliste franco-canadien Guy-André Kieffer en 2004.

Après avoir refusé de reconnaître sa défaite en 2010 face à Alassane Ouattara, le couple a été arrêté dans le bunker de la résidence présidentielle après douze jours de combats à Abidjan en avril 2011. Simone Gbagbo a été condamnée en 2015 à 20 ans de prison pour «atteinte à la sûreté de l'État». En 2018, elle a bénéficié d'une loi d'amnistie au nom de la «réconciliation nationale». Elle attend le retour de son époux, qui a été acquitté après avoir été jugé pour crimes contre l'humanité devant la CPI. Cependant, Laurent Gbagbo s'est installé en Belgique avec Nady Bamba dès sa libération en 2019. Les Gbagbo ont également suivi des trajectoires politiques différentes. Ils ont dû abandonner l'étiquette du FPI entre les mains de Pascal Affi N'Gessan pour fonder chacun leur propre parti : le Parti des peuples africains - Côte d'Ivoire (PPA-CI) pour lui, et le Mouvement des générations capables pour elle. Quel est l'intérêt d'un divorce aussi tardif ? Certains observateurs y voient la volonté de Nady Bamba, qui le suit constamment, ou la volonté de dissocier son nom de celui de Simone Ehivet Gbagbo.

■ Binadjon Doumbia

CAN U23 Maroc :

Les Aiglons qualifiés pour les demi-finales

Lors de la 3ème journée de la Coupe d'Afrique des Nations des moins de 23 ans, le Mali a validé son ticket pour les demi-finales.

En effet, le samedi 1er juillet 2023, les Aiglons ont affronté l'équipe du Niger lors de la dernière journée des phases de poule de la compétition.

À 20h GMT, au stade du Prince Moulaye Abdallah de Rabat, le duel entre l'Aigle et le Mena a débuté devant des milliers de supporters nigériens et maliens.

Les deux équipes ont eu du mal à se départager en première période, avec une défense solide de l'équipe nigérienne qui a empêché les Aiglons de marquer. Le score à la mi-

temps était donc de 0-0.

Cependant, la seconde période a été différente. Les joueurs d'Aliou Badra Diallo sont revenus avec une détermination sans faille pour remporter la victoire.

Avec plus d'intensité, les Aiglons ont réussi à prendre le contrôle du jeu et ont obtenu un penalty à la 50ème minute, transformé par Mamadou Sangaré, alias Gauche.

Ce but a complètement changé la donne et a mis le Niger en danger, qui avait seulement besoin d'un match nul pour se qualifier.

Les Menas ont tenté de réagir, mais leurs efforts sont restés vains. Le Mali a aggravé leur situation en marquant un deuxième but à la

75ème minute, signé par Cheikna Doumbia.

Ces deux buts ont coûté cher aux joueurs de Zakariaou Ibrahim Yahaya, entraînant leur défaite et la qualification des joueurs d'Aliou Badra Diallo pour la suite de la compétition.

À l'issue de cette troisième journée, l'Égypte et le Mali sont les deux équipes qualifiées du groupe B, tandis que le Maroc et la Guinée sont qualifiés du groupe A.

Les demi-finales de la Coupe d'Afrique des moins de 23 ans Maroc 2023 opposeront :

- Les Aiglons du Mali aux Lions du Maroc,
- Les Pharaons de l'Égypte au Syli de la Guinée.

Il est important de noter que les trois premières équipes de cette compétition sont automatiquement qualifiées pour les Jeux Olympiques de France en 2024.

Aichatou Sanogo, envoyée spéciale





Bélier (21 mars - 19 avril)

Saturne et Pluton vous donneront de la pugnacité, mais durciront des situations. Si on vous a fait miroiter de belles promesses qui ne viennent pas ou si vous avez à redire sur vos conditions de travail, vous le ferez savoir, quitte à aller au clash.

Vous pourrez tabler sur un équilibre budgétaire solide et penser aux vacances sans vous faire trop de soucis de ce côté-là. Une bonne chose, car Uranus aura le don de vous pousser à la dépense, même si vos achats seront utiles, mais pas indispensables.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Évitez d'imposer votre point de vue, vous n'aurez pas les bons arguments. Et plus vous allez vous entêter, moins les autres vous suivront. Faites plutôt profil bas et avancez sur vos projets dans votre coin. Vous aurez bientôt l'occasion de convaincre, surtout votre hiérarchie.

Prenez un moment pour faire vos comptes, surtout si vous êtes en vacances. Vous avez laissé les tickets de carte bleue s'accumuler et pour éviter de mauvaises surprises, mieux vaut vous mettre à jour sans attendre. Ça vous permettra de rectifier le tir au besoin.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'épanouissement n'est pas au rendez-vous et hélas vous ruminez du noir en pensant à votre évolution professionnelle. De la frustration semble bien inévitable et vous devez apprendre encore à faire des concessions sur un poste qui ne vous comble plus.

Il faut compter sur des paiements différés et un savant calcul pour la journée. Les astres vous lassent dans les tentations qui se succèdent et vos amis ne vous aident pas du tout pour faciliter les économies. Les bonnes résolutions partent en fumée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Si vos collègues se croient en vacances, grand bien leur fasse, à partir du moment où vous n'aurez pas à faire le travail à leur place ; vous aurez assez de votre. Personne ne vous le demandera et chacun devra assumer ses choix et ses responsabilités.

De guerre lasse, vous renoncerez à passer des heures au téléphone pour rien du tout. À chaque fois que vous essaieriez de joindre un conseiller, vous tomberez sur une plateforme et la personne qui vous répondra ne sera pas en mesure de vous renseigner.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre situation professionnelle offre la possibilité d'un tremplin dans votre carrière. Une évolution actuelle peut se faire par le biais d'un appui. Vous pouvez compter sur l'efficacité de votre réseau professionnel ou d'un ami qui connaît du monde.

Vous devez faire attention à votre gestion financière. Les dépenses continuent de dilapider votre salaire et vous pouvez regretter rapidement les achats que vous faites impulsivement. Il est conseillé de calculer au plus près les achats et de les comparer.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Il y a des jours comme ça où rien ne va. Et bien ce sera le programme de votre jeudi. Ne cherchez pas à passer en force, ça ne servira à rien. Acceptez de bon gré les aléas et montrez-vous plus souple dans votre organisation. Vous avez les qualités pour vous adapter.

Vos finances sont bien protégées par les astres aujourd'hui et ne devraient pas poser de souci. Seuls les dossiers de demande de fonds mériteront votre attention. Remplissez-les sans tarder et pensez au courrier suivi pour vérifier qu'ils ont bien été réceptionnés.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

L'évolution se fait avec lenteur et vous réalisez que des efforts anciens commencent à payer. Il est bon de ne pas vous emballer si vous signez un contrat. Lisez bien entre les lignes, des clauses ou des rémunérations pourraient vous faire réfléchir.

De la frustration continue encore de vous accompagner dans des journées importantes. Vous pourriez avoir des frais à sortir. Les réalités sont que vous passez en priorité vos règlements, de crainte de manquer d'une trésorerie avant la fin du mois.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La situation se détendra et vous n'aurez plus à vous confronter à des situations potentiellement conflictuelles. Vous avez même la possibilité de rassembler de bonnes énergies autour de vous, pour vous permettre d'aboutir à une meilleure efficacité.

Ne comptez surtout pas sur des euros qui tomberont tout cuit sur votre compte en banque. Pour en gagner, il faudra aller les chercher, et certainement pas du côté de la loterie. Méditez sur vos idées financières, car l'une d'entre elles sera la bonne.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le risque de commettre des erreurs est grand aujourd'hui. Il serait donc préférable de ne pas vous attaquer à une nouveauté et de laisser les dossiers difficiles pour une meilleure journée. Contentez-vous de la routine !

Vos efforts sont en train de payer. Vous récoltez les fruits de votre gestion et de votre flair. La journée est propice à un gain supplémentaire. Vente en ligne ou chance au jeu, tout est possible !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Une imagination fertile vous habite ce jeudi et elle pourrait bien vous permettre de mener à bien une tâche délicate qu'on vous a confiée. Vous saurez sortir votre épingle du jeu et marquer en même temps des points pour davantage de responsabilités dans votre travail.

Vous avez envie de faire plaisir à vos proches et vous n'hésitez pas à dégainer votre carte bancaire dès que l'occasion se présente. Bon, si vos comptes vont bien il n'y a aucune raison pour vous priver. Mais si vous avez déjà abusé... Limitez vos dépenses.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous abordez l'avenir avec sérénité, car la confiance revient. Malgré l'atmosphère de stress, vous avancez en établissant de bons feelings avec vos collaborateurs. L'envie d'avoir des responsabilités se fait sentir et pour cela, une formation est possible.

À part des coups de cœur, vous faites attention à la gestion du budget. Les sorties avec des amis ou du shopping peuvent vous entraîner vers des frais pas prévus qui ne tombent pas au moment idéal. Malgré tout, vous restez serein par rapport à votre situation.



Poisson (19 février - 21 mars)

Avec les planètes en Lion dans votre secteur VI, un climat tendu s'instaurera d'entrée de jeu au sein de votre activité. Vous devrez lutter en imposant vos compétences. Vos performances devraient dissuader un collègue de vous casser trop les pieds.

Prudence, zone sensible sera le climat décrit par le binôme Jupiter/Neptune. Symboles de générosité, mais aussi de débordements et d'erreurs, ces planètes pourraient vous entraîner dans des dépenses supérieures aux moyens dont vous disposez.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23